



Pour une utopie du côtoisement (Douarnenez, etc)...

lundi 19 novembre 2018, par [Olivier Schneider](#)

Douarnenez est une ville qui cultive et fête, par un renouvellement constant des symboles, son histoire liée à la pêche et aux conserveries. La grève des Sardinières a marqué l'histoire des luttes ouvrières, et Plogoff n'étant pas loin, la ville a été, par son festival de cinéma, une caisse de résonance d'un combat titanesque contre le nucléaire en terre bretonne. Or on assiste actuellement à une sorte de revanche symbolique contre cette histoire, ses lieux et gestes, par un ensemble de projets de *rénoviction* [1], qui prend le nom ironique d' « Aire de mise en valeur ». Je prends part actuellement à une tentative de réponse citoyenne à ce qui ressemble ici, de plus en plus, à une future refonte du quartier historique qui surplombe le port industriel.



Travaux au Port du Rosmeur, Douarnenez, novembre 2018 © DR

L'histoire militante incite à être attentifs aux premiers signes afin de préparer une riposte aux rouleaux-compresseurs. Tenter de comprendre avant que tout ne devienne incompréhensible et difficile à combattre. Sur un mur qui mène au quai, le projet de rénovation du Port du Rosmeur, actuellement en cours, est présenté dans un graphisme morne et glaçant. C'est un projet sans vision, qui nie les usages habituels et populaires du port, comme son histoire ouvrière, résumée dans l'enquête publique à la « *formidable expansion économique de Douarnenez entre 1870 et 1950* » dont le bâti est à « *mettre en valeur* » afin de permettre de « *développer le secteur* », tout en conservant la coque vide des bâtiments existant comme un *Luna Park* du patrimoine industriel.

Le Rosmeur, c'est un lieu de travail, c'est la fête populaire des Gras, ce sont des bars dont chacun a son histoire, c'est un ensemble démocratique et heureusement foutraque de petites annexes, une cabane pour la petite plaisance populaire, un lieu où se mêlent les pêcheurs, derniers ouvriers de la mer, et créatifs

fauchés, la « creative class » comme l'écrit Michel Peraldi [2]. Le but de la rénovation est clairement de s'attaquer à la force symbolique du lieu, en détournant le parcours des Gras qui ne pourra plus passer là où les Sardinières faisaient la grève, où se déguisaient marins pêcheurs et ouvriers dans une sorte de kermesse transgressive, c'est-à-dire sur le quai du Rosmeur. Cette tentative de s'en prendre aux symboles accompagne la diminution de l'activité du port industriel dont témoigne la fermeture brutale des « Viviers de l'Atlantique » ou l'enlèvement prochain de cuves à fioul, et une série d'incitations visant à attirer les touristes des bords de mer, les riches plaisanciers et, bien sûr, valoriser le foncier existant... Les villes portuaires se livrent à une concurrence qui dépasse leurs populations, pour imiter les plus riches d'entre elles et renforcer leur plus-value. Cette quête ridicule de valeur limite toute réflexion de fond, enflamme les conseils municipaux, et départementaux, et les cabinets des développeurs. On vient à Douarnenez, une ville vivante, créative, passionnante et on se dit : « *Quel dommage, tant d'atouts et si peu de développements !* », et le reste s'enchaîne, se déchaîne sans contestation possible.



Port de Rosmeur, Douarnenez © DR

Au-delà de cette rénovation, quelques lieux emblématiques de la ville, l'Abri du Marin et l'ancienne usine Chancerelle ont été rachetés et animés par des fonds entièrement privés, quelques années à peine après l'expulsion expéditive d'un lieu collectif, spontané et vivant, la Friche, installée dans les anciens bâtiments Supergel. Au cours d'un échange dans une réunion publique organisée par le collectif, un élu s'est justifié en affirmant que la ville n'ayant plus les moyens, les financements privés devaient prendre le relais. Il reconnaissait ainsi que la culture n'était plus un bien commun, une nécessité démocratique, mais un objet marchand, au bénéfice de la valorisation des biens privés. Car l'enjeu est là. Le bord de mer, sur cette belle côte du Finistère, accueille un habitat populaire et dense, hlm, logements sociaux et participatifs, et reste jusqu'à aujourd'hui relativement épargnée par les spéculations.

Au même moment, à Marseille, comme à Perpignan, les centres historiques d'habitat populaire sont détruits ou abandonnés avec un cynisme tout commercial et de classe, voire un racisme bien compris (dans le cas des gitans de Perpignan). Cela est fait au nom d'une nécessaire plus-value engendrée par la rénovation, ou la reconstruction, au bénéfice des petits et grands propriétaires fonciers. C'est l'éviction des centres urbains des populations ouvrières et des propriétaires occupants trop modestes, au bénéfice d'un petit groupe d'enrichis.



Grève des Sardinières, 1924 © DR

Mais au delà de cet enrichissement - argument principal de cette tendance -, il s'agit de la mise en œuvre d'une utopie libérale bien plus extrême. Les masses grouillantes des centres villes, la mixité sociale et raciale, c'était ce que Franck Lloyd Wright désignait dans *The Disappearing City* (1932) comme un « cancer », dont il souhaitait la disparition, au nom d'une « utopie » très dystopique nommée « Broadacre », [3] ou encore « démocratique », dont il a défini l'inquiétante logique. Cet architecte plein de paradoxes a eu une influence considérable sur l'architecture et l'urbanisme, surtout commercial (via les lotissements Lewitt). Sa pensée, anti-conformiste mais totalement individualiste répond de façon étonnante à notre monde actuel. Il envisageait un univers où la voiture serait hégémonique, le besoin de nature grandissant et les communications possibles à distance. Dans cette société, la nôtre aujourd'hui, Wright n'envisageait pas seulement de virer les pauvres des centres villes, mais tout le monde, afin de décongestionner les villes, pour fournir à chaque famille séparée une offre prévue par l'architecte où elle pourrait profiter de la nature...



Travail au « Tipex » d'un artiste local, condamné pour avoir abîmé le matériel urbain...

Mais une fois le centre ville vidé de ses habitants et de sa *populace*, qu'est-ce qu'on y met, de fait ? De belles boutiques de marque, des banques, des hôtels quatre étoiles, et des locations saisonnières pour les appartements libres qui restent. Et l'étalement urbain s'accompagne d'une escroquerie sociale : le coût du transport individuel et des outils de communication. Les habitants de pavillons ou de demeures à la campagne ou en lotissement se retrouvent consommateurs captifs d'essence, de voitures à l'offre sans cesse renouvelée (et dont l'achat et le renouvellement deviendront obligatoires), et de grandes surfaces. L'utopie *dystopique* de Lloyd Wright, qu'il décrivait comme une tendance inéluctable du progrès humain, la quête ultime de l'individu libre, est devenue notre cauchemar social et environnemental.

Or, pour l'équité sociale, le bien commun, voire le retour encore possible à un équilibre climatique, il ne faut pas seulement résister à cette tendance planétaire, cette utopie néfaste, mais bien inverser la tendance.



Maison « Prairie » de Frank Lloyd Wright, suivant les principes du fordisme, lotissement « Levittown », New York

L'utopie que je propose, celle du côtoiement, ce serait d'empêcher concrètement la vente des hlm en bord de mer et des centres villes permise par la loi Elan, et stopper ces plans de rénovation qui déconstruisent les usages populaires et le lien social. Réduire nos déplacements, retrouver du lien et les moyens d'une coexistence culturelle et sociale, en un mot investir dans la valeur humaine et non dans celle des biens. Ouvrir l'avenir à un humain proche des autres, de ses voisins, qui côtoie la nature sans la détruire.

L'humain des lotissements ou des habitats étalés, bien que proche de la nature en théorie, est en pratique prisonnier de ses déplacements individuels. Bref, il passe son temps dans sa voiture et souffre du manque de circulations humaines. Le lien numérique ne suffit pas et cela engendre une insatisfaction, une perte de repère, voire de protection par la perte des liens, d'où une violence accrue des relations. Il est urgent d'inventer un autre mode de vie pour les générations futures. Un mode de vie qui évite l'excès des transports individuels, qui ne lie pas seulement l'individu à sa maison mais au quartier, à la ville, à la nature qu'il côtoie, et soit accessible à l'ensemble de la population, pas seulement à quelques privilégiés.

Olivier Schneider

Notes

[1] Néologisme utilisé par des militants écologistes

[2] Michel Peraldi anthropologue spécialiste des migrations méditerranéennes,
<http://iris.ehess.fr/index.php?2959>

[3] http://fr.wikipedia.org/wiki/Broadacre_City